

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La Commune

n° 111

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe Internationale)*

Novembre 2016

2,50 €

Face à l'impérialisme, ses guerres et sa crise destructrice



Vent de révoltes sur notre planète

Hommage à Pedro, un an après *lire p. 6*

Crise de la monarchie espagnole : La brèche *lire pp. 10 - 11*

La précarité dans l'Education nationale *lire p. 14*

L'actualité en quelques brèves

Fichier TES (titres électroniques sécurisés)

En même temps que Manuel Valls annonce la prolongation de l'état d'urgence (mis en œuvre depuis le 13 novembre 2015) jusqu'au présidentielles de 2017, c'est en catimini dans le



Manuel Valls

dos de la CNIL que le gouvernement a fait paraître au Journal Officiel le décret portant création du TES. Aussitôt, la polémique a enflé avec une prise de position contre, de la ministre Axelle Lemaire. Le fichier TES est une arme contre la démocratie et les libertés individuelles, il centralise l'ensemble des données d'état civil, de filiation, la photo d'identité, le domicile, le courriel, mais aussi la couleur des yeux et les empreintes digitales, de 60 millions de personnes. Evidemment, toutes les dérives sont à craindre, comme pour la constitution de chaque fichier. Exemple avec le FNAEG (fichier national automatisé des empreintes génétiques), créé pour centraliser les ADN des auteurs d'infractions sexuelles et qui s'est transformé en un fichier policier recueillant les ADN de toutes les personnes simplement suspectes dans



Axelle Lemaire



les enquêtes pour les délits les moins graves, même sans condamnation et dont le refus de prélèvement constitue un délit. Le TES est un auxiliaire de police ? Bien sûr ! Les chiens de garde sont montés sur la table !

Pour Gattaz, la France est un « pays communiste » !



Pierre Gattaz

En déplacement en Chine, le patron du Medef, Pierre Gattaz, a déclaré : « J'ai quitté un pays communiste, la France, pour venir dans un pays libéral, la Chine ! » Faudrait-il comprendre que le Pacte de responsabilité, le CICE, l'ANI, les PSE, la loi Macron, la loi Rebsamen ou la loi El Khomri seraient des réformes d'inspiration « communistes » ! Il n'y a que la population qui ne s'est pas aperçue que Hollande était la réincarnation de Lénine. Mais Gattaz est un pragmatique et c'est avec plaisir qu'il a néanmoins accepté les plus de 40 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales et de cadeaux fiscaux

consentis par le « communiste » Hollande au nom de la politique de la « baisse du coût du travail ». En échange, et parce que Gattaz est un homme d'honneur, il a bien créé le million d'emplois promis... mais en Chine !

Le cimetière Méditerranée



Selon l'ONU, entre le 1^{er} janvier et le 26 octobre 2016, au moins 3 800 réfugiés ont péri en mer. A deux mois de la fin de l'année, le chiffre macabre de l'année 2015 et ses 3 770 morts est largement dépassé. C'est que la traversée est de plus en plus dangereuse : en 2015, l'ONU estimait que plus d'un million de réfugiés avaient tenté la « traversée » vers l'Europe, ce chiffre serait descendu à 330 000 depuis le début de l'année.

Explosion des expulsions locales en 2015 : + 24 % !

Le 1^{er} novembre marque le début de la « trêve hivernale » des expulsions. Or, l'année 2015 s'annonce comme l'année d'un « sombre record ». La Fondation Abbé Pierre dénonce l'explosion du nombre d'expulsions entre 2014 et 2015. Leur nombre est passé de 11 604 en 2014 à 14 363 en 2015, soit une augmentation de + 24 % ! En 2015, 132 196 décisions de justice prononçant une expulsion ont été prises. Ces chiffres sont la conséquence directe de la hausse des loyers dans le parc privé comme dans le parc social.

Wladimir Susanj,
15-11-2016

SOMMAIRE

Pages

• Bloc notes.....	2
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• CGT-Archives.....	5
• Hommage à Pedro.....	6
• Ce qu'est le salaire différé.....	7
• USA.....	8
• Argentine.....	9
• Etat espagnol.....	10
• Palestine.....	12
• Syrie.....	13
• Précarité dans l'E.N.....	14
• Le stalinisme (II).....	15

Éditorial

Qui nous représente ?

Nous sommes, en ce moment même, saturés d'informations et de prévisions sur les prochaines présidentielles. Nous serions tentés de dire : « n'en parlons pas ! ». La vraie actualité est ailleurs : dans la révolte des travailleurs hospitaliers, dans la vie quotidienne de millions de travailleurs précaires et pauvres, au fond de cette crise du logement qui profite aux spéculateurs immobiliers et aux marchands de sommeil, dans la trame des plans de licenciement sans fin. Les élections qui viennent ne sont en rien un enjeu pour les salariés, les jeunes, les chômeurs, les retraités et leurs familles. Bien malin serait celui qui pourrait prédire ce qui va se passer dans les prochains mois ou les prochaines semaines. Une sorte de chaos politique s'est emparé de tous les partis, de toutes les institutions. Ainsi, après les confidences de Hollande, Valls craque et livre sa « honte » et sa « colère ». Ségolène Royal, perfidement, lâche : François Hollande « doit s'expliquer » et « personne n'est candidat naturel ».

Il en est pourtant un qui se veut « naturel » et qui entend incarner « l'insoumission » : Mélenchon. Il est tellement « nature » qu'il est applaudi par... Brigitte Bardot : « *Déjà, il ne mange plus de viande et il ne supporte plus des images comme on a pu les voir... Donc, Mélenchon, bravo ! Moi, j'applaudis* ». Mélenchon ? Parlons-en au contraire ! Il se targue de représenter les salariés, les jeunes et les syndicalistes qui se sont dressés pour le retrait de la loi El Khomri, mais aussi toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le régime de la V^e République. Sans revenir sur son sulfureux passé d'apparatchik, sénateur et ministre, nous ne devons pas hésiter une seconde à contrer sa politique présente. Ce candidat ne représente pas plus les travailleurs, leurs besoins et aspirations que Clinton ne représentait la classe ouvrière des USA. Tout ce qu'il peut dire sonne faux. À commencer par ses envolées sur une assemblée constituante qui serait, non

pas élue mais dont les membres seraient ... Tirés au sort ! Par qui ? Par la Française des jeux, peut-être ! Pure politique-fiction, à l'instar de sa VI^e République, énième tentative de replâtrage du régime en chute libre. Cet « insoumis » nous a été imposé en dehors du mouvement ouvrier et démocratique. Et, après avoir tenu des propos rageusement xénophobes contre les travailleurs détachés, ce faux rebelle se sent la fibre sécuritaire. Maniant à la perfection l'art de la duplicité et de l'ambiguïté, Mélenchon dit : « *On peut choisir de voter pour la solution d'extrême-droite dans la police et dans l'armée comme on le fait dans toute la société, mais je veux qu'on sache qu'on peut aussi choisir l'extrême République que j'incarne* », en s'affirmant comme un « point d'appui », avant d'ajouter qu'il a trop souffert (le pauvre !) : « *trop souffert qu'on laisse croire que nous serions ceux qui sont les désinvoltes sur ces questions, ce n'est pas vrai, c'est le contraire, c'est nous les plus sérieux* ». Ici, nulle trace de défense des droits fondamentaux des salariés et de la population pauvre, nulle trace d'un combat démocratique quelconque pour la levée définitive de l'état d'urgence que Mélenchon adoube, de fait, par ses déclarations sécuritaires. Nous militons donc aussi contre toute soumission à... « La France insoumise » et à son « Tribun, d'abord ». À ces élections, personne ne nous représente ! Mélenchon ? Pas en notre nom !

Qu'il nous soit permis de rappeler ces quelques mots de Marx : « *le prolétariat, qui ne veut pas se laisser traiter en canaille, a besoin de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son esprit d'indépendance beaucoup plus encore que de son pain.* »

Wladimir Susanj,
15-11-2016

ABONNEMENT

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

ADIDO

8, rue de la Forêt Noire
34 080 MONTPELLIER

Chronique d'une chute de régime

Mythomanie, déchirements et calculs

« Quand la mythomanie s'érige en système politique, ça devient grave »¹ avait noté un jour Simone de Beauvoir. Cette mythomanie est l'un des effets de la crise politique qui « fracture » le gouvernement, l'appareil policier et tous les partis liés au régime. Ainsi, les médias institutionnels travestissent tous les événements (et en escamotent un certain nombre), se voilant eux-mêmes la face ; tout en se livrant, de concert avec les « politiques », à tous les calculs politiques.



Les Clinton au mariage des Trump en 2005

Ainsi, l'élection non programmée de Trump aux États-Unis semble glacer d'effroi ces médias. Par contrecoup, la victoire de ce « diable » plein aux as, déboussole la France d'en haut. Hollande a donc félicité Trump « comme il est naturel entre deux chefs d'État démocratiques » pour aussitôt ajouter que son élection ouvre « une période d'incertitude ». Intervient alors le brouillage politico-médiatique, relayé par des marxistes de façade : *Brexit mondial* – vote ouvrier et populaire pour Trump – élu par les « blancs-pauvres ». Face aux faits, les commentateurs patentés fabriquent des idées reçues.

Trump l'œil

Tout d'abord, Trump a été élu avec moins de voix que Clinton (Clinton : 47,7% - Trump : 47,5). Là n'est pas le plus important : il y a eu plus de 45% d'abstention, avec des pointes à 57% comme en Californie.

Les sondages « sortie des urnes » indiquent que plus le niveau de revenu des électeurs est bas, plus les « scores » de Trump sont faibles.²

Les résultats expriment, non pas une montée de la xénophobie, du racisme, de l'autoritarisme et du sexisme, mais l'acuité de la crise du système politique américain, avec ses deux grands partis divisés. À telle enseigne que Georges W Bush n'a pas voté Trump.

Autre aspect, relevé par nos camarades du MST d'Argentine³ : « l'establishment et les gouvernements capitalistes du monde entier, à l'exception de la Russie, ont soutenu Hillary ».

Ainsi, le point le plus « fort » de Clinton a été, dans les urnes, son point le plus faible. Dans leur masse, les travailleurs et les jeunes américains ont refusé de voter pour la candidate officielle de « Wall Streets ».

Rapports Europe - USA

Hollande le souligne : « Ce qui est en jeu c'est la paix, c'est la lutte contre le terrorisme, c'est la situation au Moyen-Orient, ce sont les relations économiques et c'est la préservation de la planète ». En clair : l'élection de Trump est le signe que les rapports USA-Europe risquent de se réduire à des rapports de force.

Cette douche glaciale est aussitôt saisie pour réanimer l'épouvantail FN en France, aux fins que l'on sait : l'union nationale pour la poursuite et l'accélération des « réformes » sans fin pour en finir avec le « modèle 1945 » (le corps des conquêtes sociales arrachées en 1936-1945, au cœur desquelles : la sécurité sociale).

La révolte des hôpitaux

Le « séisme Trump » sert également à tenter d'escamoter la plus grande grève du secteur hospitalier depuis 1988, qu'ont rejointe les professions infirmières libérales. Si le parti communiste et le parti de gauche étaient véritablement plus à gauche, ils feraient campagne auprès de la population pour défendre les hôpitaux. Mais, ces partis n'ont qu'une obsession : la farce électorale ; au sacrifice des besoins urgents de la population et des salariés.

Crise finale du PCF

Dans ces conditions, la crise finale qui secoue le PCF ne saurait surprendre. Le 5 novembre, pour la première fois dans l'histoire de ce parti, le secrétaire général a été désavoué par son propre appareil, à savoir « la conférence des cadres ». Bien que marginalisé sur le terrain électoral, ce parti est, jusqu'à au-

jourd'hui, doté d'un corps militant (doublé d'un corps de permanents) – au travers duquel il a une prise déterminante sur les appareils de la CGT, de la FSU et, dans une moindre mesure, au travers de ses satellites (« ensemble » et autres), sur Solidaires. Ni ralliement à Mélenchon, ni à Montebourg (au cas où...), telle est la position des « cadres » du PCF au grand désespoir de l'ex-ministre de Jospin, M.G. Buffet, acquise à Mélenchon. Les ondes de choc de la lutte de classes en France, en particulier au printemps dernier, se sont répercutées au cœur de l'appareil du PCF.

Vains calculs

À l'autre pôle de l'échiquier politique, Sarkozy est désormais un homme traqué. L'affaire du financement libyen de sa campagne le rattrape à grand pas. Tandis que Juppé, le « favori » des sondages est privé d'appui dans l'appareil du parti « les républicains ». Les choses ne se présentent guère mieux au FN : Le Pen est rattrapée par une affaire d'emplois fictifs et les tensions internes sont vives entre elle et sa nièce ou encore Ménard.

Nous vivons l'effondrement sur pied du régime de la V^e République, sur fond de révoltes. Les grèves et manifestations dans les hôpitaux et à *I-Télé* continuent le mouvement engagé en mars dernier. À ce stade, aucun calcul ne tombera juste.

Daniel Petri,
10-11-2016

1. *La Force des choses* – Simone de Beauvoir – page 432 – Gallimard 1964

2. http://www.lepoint.fr/monde/blancs-pauvres-pour-trump-femmes-et-noirs-pour-hillary-10-11-2016-2082156_24.php - http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/09/elections-americaines-l-abstention-en-hausse-par-rapport-aux-annees-obama_5027949_4355770.html

3. <http://portaldelaizquierda.com/2016/11/el-triunfo-de-trump/>

À propos du « compte personnel d'activité »

« Au camarade Philippe Martinez... »

Le fameux Compte Personnel d'Activité (CPA) est porteur de bien des dangers et doit être combattu. La CGT ne peut, en aucune manière, promouvoir de près ou de loin ce cheval de Troie. A ce propos, nous publions ci-dessous la lettre ouverte du Syndicat des Archives de France à Philippe Martinez, que nous partageons dans ses grandes lignes.

La Commune

Cher camarade Philippe,

La CGT a combattu pour le retrait de la loi travail en bloc : ni amendable, ni négociable. Il incombe à la CGT de combattre cette loi dans tous ses détails aux fins de sa nécessaire abrogation.

La loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels est illégitime sous chacun de ses aspects.

Parmi les dispositions les plus punitives et les plus rétrogrades, les chapitres sur la sécurisation des parcours professionnels méritent une vigilance et une fermeté particulière.

Il s'agit bien ici de sanctuariser pénibilité et précarité du travail, d'une part et d'enfoncer un coin dans les droits collectifs au travail, à la sécurité et santé au travail et à la qualification déterminée par les diplômes nationaux et l'expérience acquise par ancienneté, qui fut le socle des grilles de salaire Parodi-Croizat en 1945, pierre angulaire du contrat collectif de travail.

Le CPA est l'escalade vers le retour au livret ouvrier individuel, de sinistre mémoire.

Le Compte Personnel d'Activité (CPA) sera par ailleurs propice à l'émergence d'un marché de la formation dont les Régions auront la haute main

Sous couvert de droits nouveaux, ces dispositions qui entérinent la fin de la garantie de l'emploi en CDI, l'exposition aux licenciements et à la mobilité géographique et professionnels selon les besoins du patronat, vont à l'encontre de la formation initiale délivrée par l'éducation nationale et à la formation professionnelle délivrée par l'AFPA, organisme public, délivrant des diplômes nationaux.

Du point de vue des acquis à défendre, ces dispositions sont très dangereuses. Et, en particulier le principe du compte pénibilité dont on sait fort bien qu'il est

appelé à se substituer à la majoration des heures de nuit et de déroger aux normes d'exposition au bruit, à divers environnements toxiques.

Ce dispositif est sans commune mesure avec le principe de la Sécurité sociale, où chacun cotise selon ses moyens et perçoit selon ses besoins. Il n'existe fort heureusement pas de « compte maladie » qui serait évolutif suivant un nombre d'heures travaillées et suivant l'exposition à la pénibilité.

La seule véritable sécurisation des parcours professionnels, ce sont les emplois statutaires et conventionnels à durée indéterminée.

Le seul véritable droit à la formation, c'est le droit collectif à la formation professionnelle sur le temps de travail, à égalité pour tous.

La seule prévention de la pénibilité : ce sont les obligations de l'employeur en matière de protection du personnel selon les principes de prévention du Code du travail sans cesse bafoués.

C'est pourquoi, le Syndicat des Archives de France CGT attaché à la défense des droits collectifs acquis, se félicitant que notre confédération ait pris position pour l'abrogation de la loi du 8 août 2016 dite loi travail, attend des instances confédérales qu'elles prennent la résolution de combattre avec la plus grande fermeté le CPA par tous les moyens nécessaires.

Reçois, cher camarade Philippe, nos salutations fraternelles.



Formation professionnelle des adultes (rappel rapide)

9 novembre 1946 : le ministre Ambroise Croizat prend un décret qui fédère sous tutelle du ministère du travail, les centres de formation professionnelle, préfigurant ainsi ce que deviendra plus tard l'AFPA. (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes). Son but : former rapidement les adultes pour les amener à un premier niveau de qualification dans le bâtiment et la métallurgie. (qualification professionnelle « P1 » - équivalent aux CAP).

le 11 janvier 1949 : Naissance de l'ANIFRMO (Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'œuvre).

1966 : l'ANIFRMO devient l'AFPA et les formations vont permettre à des salariés d'accéder à des niveaux de qualifications supérieurs (équivalent baccalauréat technologique). Les chômeurs et jeunes demandeurs d'emplois ou les anciens détenus cherchant à se réinsérer obtiennent des formations AFPA. Les salariés en formation y reçoivent une rémunération équivalente à 90% du SMIC ou de leur ancien salaire.

2009 : L'AFPA passe de la tutelle de l'État à la tutelle des Régions et connaît aussitôt une crise financière mais également la concurrence avec des organismes de formation privé qui poussent comme des champignons : de plus en plus, Pôle emploi « oriente » les chômeurs vers ce type d'organisme.

La transformation de l'AFPA, association sous tutelle de la « collectivité » en Etablissement public à caractère industriel et commercial – Premier jalon vers la privatisation dans le cadre d'un « marché de la Formation de plus en plus vaste ».

Hommage à Pedro, un an après

Pedro Carrasquedo (1951-2015) : un dirigeant ouvrier authentique

Il y a un an – dans la nuit du 26 au 27 octobre 2015 – Pedro nous quittait, après avoir combattu jusqu'à son dernier souffle. Le samedi 25 au matin, il se préoccupait de la finition de notre journal, de donner corps à l'équipe d'animation de La Commune. Pedro était un dirigeant ouvrier comme il y en a peu, à l'internationalisme chevillé au corps, aimant transmettre ses connaissances simplement et doué d'une empathie communicative. Nous lui devons notre existence comme organisation, à laquelle il a légué l'armement théorique et pratique qui nous permet d'agir.

Dirigeant syndical de la *CGT-Culture*, Dirigeant international de notre courant « *MST- quatrième internationale* », Pedro s'était illustré dans la défense des droits des travailleurs immigrés, dans la lutte pour « un toit décent pour tous les mal-logés », avec une grande audace et de grands succès. Il était également très attaché aux problèmes relevant de la « question nationale », en Euzkadi comme en Ukraine, en Kabylie comme en Palestine. Il était tout autant passionné par le cours des choses en Amérique latine.

Il pouvait débattre avec des personnalités aussi diverses que Maître Denis Langlois, Benjamin Stora (historien), Jacques Kirchner (cinéaste), Laurent Mauduit, Maurice Rajsfus, Pierre Broué, mais aussi avec le grand dirigeant trotskyste péruvien Ricardo Napuri. Ceux qui avaient cherché à l'isoler en l'expulsant de son parti (le *PCI* – lambertiste) en ont été pour leurs frais.¹

La transition vers un parti plus large

S'inspirant de ce que le lambertisme a eu, il fut un temps, de meilleur, il nous a appris qu'une organisation se construit par l'intervention concrète dans la lutte de classes, même sur son plus petit segment et qu'elle sélectionne ses membres, dans et par cette intervention. Sans cet oxygène, elle ne peut tenir et se développer. Il nous a appris la « méthode de transition » qui consiste à jeter un « pont » vers le parti au moyen de regroupements larges, cette méthode sans cesse promise par les lambertistes mais jamais appliquée sérieusement par eux.

Militant antibureaucratique

Pedro exérait tous les comportements bureaucratiques vis-à-vis des gens et toutes les formes d'ultimatisme ou de mépris à l'égard des préjugés personnels de chacun. Il avait, au contraire, un grand respect pour les croyances, ce qui

ne l'empêchait pas d'être un « intégriste de la laïcité », rejetant toute subvention à toute école privée, même basque ! Il avait aussi de l'admiration pour les anarchistes liés au mouvement des masses et, en premier lieu pour Buena-ventura Durruti.

Amoureux de la langue française, notre rédacteur en chef était sans concession sur l'orthographe et attaché à la syntaxe, cherchant toujours le mot le plus simple



pour illustrer son propos. Il aurait été un excellent professeur de français ou d'histoire s'il n'avait pas choisi d'être pendant cinquante ans un militant puis un soldat de la quatrième internationale.

Révolte contre l'islamophobie

Pedro était tout autant viscéralement révolté par l'islamophobie sous toutes ses formes et en particulier l'islamophobie « de gauche » du type de ces enseignants d'une certaine extrême-gauche, menant une campagne publique pour exclure de l'école laïque des élèves ayant commis le « délit de foulard ».

Un parcours exceptionnel

Le jeune militant qui se rendait en Espagne sous Franco pour faire la liaison avec les trotskystes plongés dans la clandestinité, le journaliste du journal « *Informations ouvrières* » et organisateur de régions entières du *PCI*, l'animateur des batailles contre les centres de rétention, le syndicaliste acharné des Archives nationales, le combattant pour l'Euzkadi libre et démocratique, le meneur d'actions pour tous les prisonniers palestiniens, l'animateur de conférences populaires sur le racisme d'État, l'homme qui nous reliait à l'Internationale et au valeureux trotskysme argentin, l'homme qui sut faire le choix entre son avenir de permanent dans une organisation desséchée, hégémoniste et bureaucratisée et « repartir de zéro » ne font qu'un et un seul homme, entier, enthousiaste : notre Pedro, notre frère, notre ami, notre camarade. Toujours présent.

Pour une direction collective, contre l'aristocratie

Ici, nulle hagiographie. Nous témoignons de notre affection pour lui comme il a su nous témoigner de la sienne.

Un an après, Notre équipe vit à la façon dont il nous l'avait prodiguée : sans se prendre pour ce que nous ne sommes pas, sans le moindre complexe de supériorité vis-à-vis de notre classe et des opprimés avec cette même confiance dans les masses et dans leur capacité à se frayer par elles-mêmes le chemin de leur émancipation. Ses ultimes efforts furent consacrés à doter notre organisation d'une direction collective.

Un grand merci à toi, Pedro !

Wladimir Susanj et Daniel Petri,
27-10-2016

1. Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur cette expulsion et ses suites immédiates.

Origines et fondements de la Sécurité sociale

Ce qu'est le salaire différé

Nous clôturons notre cycle d'articles sur les origines et les fondements par une explication sur le salaire différé, qui est le fondement même de la Sécurité sociale, mais également de l'assurance-chômage et des allocations familiales. Comme chacun sait, le rôle des « politiques » institutionnels, des représentants patronaux et des économistes, étant de rendre confus ce qui est clair, nous entendons bien plus souvent parler, à ce propos, de « charges » des entreprises et de « prélèvements obligatoires » sur les salaires. D'où l'explication qui suit.

Lorsque nous lisons notre feuille de paye, nous y voyons les cotisations prises sur notre salaire et « ce que cotise » l'employeur pour nous. Tant pour l'assurance maladie, pour la retraite, le chômage et les allocs. Et nous entendons dire en boucle que toutes ces charges pèsent sur les entreprises, que les PME sont traquées par l'horrible URSSAF. Voilà comment, à grands traits, la réalité nous est dépeinte. Dans le même ordre d'idée, beaucoup de gens pensent que la CAF, c'est l'État.

Salaire super-brut ou salaire chargé

Or, les fameuses cotisations, tant celles prélevées sur les salaires que celles versées directement par l'employeur, constituent en réalité une partie des salaires qui est « différée » car nous n'en disposons pas immédiatement. Elle nous est restituée sous forme d'un salaire indirect : pour se soigner, pour toucher notre pension de retraite, pour les allocations familiales, les allocations chômage et le financement intégral (voire, majoré en cas de « faute inexcusable de l'employeur ») des suites d'accidents du travail, de trajet et maladies professionnelles reconnues comme telles.

Cela est si vrai que la comptabilité des entreprises a une rubrique « salaire super brut » ou « salaire chargé » (salaire brut + cotisations patronales) qui chiffre le fameux « coût du travail ». D'un point de vue strictement comptable, la distinction entre « part des salaires » et « part patronale » des cotisations versées est purement technique et arbitraire.

Un pour tous, tous pour un

Dans notre premier article¹, nous avons vu, qu'au début du XIX^e siècle, les ouvriers tailleurs se sont dotés de caisses de solidarité et de secours. Ils ont ensuite été imités par les autres corporations. Cela consistait à se cotiser pour mettre dans un pot commun une partie de leur salaire et créer ainsi un lien de solidarité selon le bon vieux

principe : « un pour tous, tous pour un ». Celui qui tombait malade ou qui était blessé au travail était « secouru » par cette caisse. La bataille pour l'augmentation des salaires devient la bataille pour couvrir les besoins urgents (se vêtir, se nourrir, se loger) et les besoins à plus long terme des travailleurs (se soigner et avoir de quoi vivre lorsque la vieillesse ou l'invalidité nous place dans l'incapacité de travailler). Nous avons vu, dans nos articles précédents, comment ce principe de solidarité a abouti en 1945 à la création de la Sécurité Sociale et comment la CGT a porté ce combat vital.

Le salaire collectivisé

Rares sont les spécialistes de l'histoire de la Sécurité Sociale qui mentionnent le projet d'ordonnance organisant la Sécurité Sociale, rapport présenté par Georges Buisson (CGT), le 24 juillet 1945. Or, comme l'avait souligné en son temps « La Vérité », ce projet prévoyait que la cotisation serait totalement à la charge de l'employeur².

Après moult débats, l'article 32 de l'ordonnance définitive du 4 octobre 1945 coupera la poire en deux : « *Le taux de la cotisation des assurances sociales est de 12 p. 100. La moitié de la cotisation est à la charge de l'employeur, l'autre moitié à la charge du salarié ou assimilé.* »³

Pourquoi la sécu inocule la rage aux capitalistes et leurs gouvernements

Quoiqu'il en soit, la Sécurité sociale est née comme institution indépendante de l'État, financée par le salaire différé de tous les travailleurs, leur salaire collectivisé.

Ce salaire différé, sur lequel repose la Sécu, représente une manne financière plus forte que le Budget de l'État et qui échappe aux marchés financiers. Ce qui fait enrager les gouvernements et les capitalistes.

D'autre part, si un patron peut jouer sur la « variable d'ajustement » qu'est le salaire direct, il ne peut pressurer le salaire différé... À moins d'obtenir les exonérations de



« charges » par l'État qui sont, il est vrai, de plus en plus massives dans l'objectif « décomplexé » de faire chuter le « coût du travail ».

« Trou », quel « trou » ?

Dans le même temps, nous subissons une intoxic permanente depuis 40 ans sur le « trou » de la Sécu. Un « trou » totalement fictif puisque le seul remboursement par l'État des « exonérations » non compensées par lui, ferait litière de ce « trou » artificiel. Un point que nous avons amplement démontré, faits et chiffres à l'appui, dans notre article « Sous la réforme des retraites, le démantèlement de la sécurité sociale » (accessible dans notre site sous le lien : <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/blog/Securite-sociale/Sous-la-reforme-des-retraites-le-demantelement-de-la-Securite-sociale-i841.html>)

Rémi Duteil,
13-11-2016

1. <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/blog/Securite-sociale/Origines-et-fondements-de-la-Securite-sociale-1ere-partie-i1447.html>

2. La Vérité – Avril 1977- « Des conquêtes sociales révolutionnaires » par Denis Follas – voir page 112. – La Vérité était alors l'organe mensuel de l'organisation communiste internationaliste. (OCI)

3 <http://www.legislation.cnav.fr/...>

USA : Après la prétendue victoire de Trump

Où en sont les États-Unis ?



La prétendue victoire de l'aventurier cousu d'or Donald Trump donne cours à toutes sortes de spéculations et d'interprétations. Elle ouvrirait la possibilité d'une victoire de Mme Le Pen en France. La base électorale de Trump serait ouvrière et populaire. Ce résultat serait un « Brexit mondial » et sonnerait le retour de l'isolationnisme. Les USA s'apprêteraient à soumettre les peuples du monde entier. Et ainsi de suite. En évitant de partir des faits.

Tout d'abord, nous avons envie de dire « *Quelle victoire ?* » quand « l'élu » fait moins de voix que la battue, moins de voix que le candidat de son parti en 2012 (Mitt Romney), quand 47% des électeurs potentiels s'abstiennent et 6% votent pour les « petits candidats », tandis que d'autres votent blanc. Comme l'a noté Michael Moore « *Vous pouvez choisir un parti politique, ou écrire Mickey Mouse et Donald Duck sur votre bulletin de vote* ».1

A vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes, les commentateurs, y compris certains plumitifs « extrêmement gauche », s'aveuglent eux-mêmes.

Trump = 25%

À tout rompre, Donald Trump « représente » 25% des électeurs et, parmi ses électeurs, un certain nombre a voté non pas « pour Trump » mais contre « l'establishment » dont ce candidat ne faisait pas partie. « *Des millions de gens seront tentés de devenir marionnettistes et de choisir Trump dans le seul but de brouiller les cartes et voir ce qui arrivera.* »2 avait prévenu Michael Moore. En revanche, les deux anciens présidents Bush, père et fils, se sont bien gardé de voter pour ce Donald qui n'a pas appris les bonnes manières.

Crise du système politique

Tous ces médias qui, aujourd'hui, crient après les sondages, sont frappés d'une sorte de démence. En nombre de voix, les sondages ne se sont pas tant « plantés ». Mais, là n'est pas le problème. Les médias français ont cru en la victoire de la candidate va-t'en guerre, parce qu'ils ont cru que les primaires américaines, pourtant fort insolites, n'avaient été qu'une péripétie. Or, les primaires ont révélé la crise du système politique américain. Contre toute attente, c'est l'outsider Trump qui l'avait emporté, côté « Républicains ». Et, côté « Démocrates », Clinton a été talonnée jusqu'à

la fin par Bernie Sanders, un postulant qui a osé se présenter comme un « socialiste » (ce qui, en France, équivaut à « rouge vif »).

L'effet Sanders et sa limite

Certes, Bernie Sanders n'est pas sorti de l'ornière minée du Parti Démocrate. Certes, il avait précisé, il y a un an, qu'il ne croyait pas à la « *propriété publique des moyens de production* »3. Mais en déclarant : « *nous avons besoin de politiques économiques qui profitent à la classe ouvrière et non pas à la classe des millionnaires* » au cours de sa campagne, il a fait un pas vers la lutte de classes et, pour cette raison, obtenu des scores dépassant toutes ses espérances : 43% des voix (plus de 13 millions d'électeurs) et vainqueur dans 22 États. Il avait ferraillé pour l'augmentation des salaires, la gratuité des études, mettre fin à la collecte d'informations par la NSA, pour la suppression des camps de réfugiés et pour la protection des immigrés.

« *Malheureusement, la décision de Sanders de s'inscrire dans les primaires du Parti démocrate limite ce potentiel, spécialement son intention manifeste de soutenir Hillary Clinton s'il perd la primaire* » avons-nous écrit en février dernier.4

« Au cœur de la bête impérialiste »

Ce que nous avons appelé « l'effet Bernie Sanders » était le reflet des processus profonds de mobilisations de la classe ouvrière et des couches opprimées « au cœur de la bête impérialiste » comme l'ont encore montré la grève historique des prisonniers-travailleurs américains en septembre, les combats du *Blacks Live Matters*5 contre les violences et crimes policiers racistes, des grèves comme celles qui ont secoué l'opérateur Verizon-communication pour le renouvellement du contrat de travail (40 000 travailleurs en grève, en avril

dernier considérée comme l'une des grèves les plus importantes de ces dernières années aux USA). Le conflit portait sur : les soins de santé, les règles de travail et les régimes de retraite6. Les médias institutionnels français ne s'embarrassent pas de pareilles considérations.

« Not our president »

À peine les résultats des élections connus, des manifestations spontanées et significatives de dizaines de milliers de jeunes, de lycéens et étudiants ont surgi dans de nombreuses villes au cri de « *Not our president* » (Pas notre président). Pareil phénomène ne s'était jamais produit !

Aux États-unis, comme dans l'État espagnol ou en France, la crise politique ouvre une brèche dans laquelle, à tout moment, le mouvement des masses peut s'engouffrer. Dans l'immédiat, la question immédiate qui se pose dans le mouvement ouvrier américain, c'est celle de la rupture de l'AFL CIO7 avec le parti démocrate de l'impérialisme, vers un véritable parti de la classe ouvrière totalement indépendant du « bipartisme » démocrate - républicain, deux faces de la même médaille impérialiste

Antonin Fuchs,
12-11-2016

1 et 2. <http://www.huffingtonpost.fr/...>

3. Discours à l'université Georgetown, Washington, DC, 19 novembre 2015

4. <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/blog/international/Etats-Unis/...>

5. <http://www.tvanouvelles.ca/2016/04/13/...>

6. *Black Lives Matter, qui se traduit littéralement en français par « les vies noires comptent », parfois abrégé en BLM, est un mouvement militant1 actif aux États-Unis depuis 2013 et né dans la communauté afro-américaine.*

7. AFL CIO : L'American Federation of Labour - Congress of Industrial Organisations, dite AFL-CIO, est le principal regroupement syndical des États-Unis

Lutte de classes en Argentine

La direction de la CGT concède une trêve à Macri ? Sans nous !

L'appareil de la CGT, béni par l'Église, a trahi les travailleurs et le peuple pour 2 pesos. Il ne faut pas laisser de trêve à Macri. Soutenons les luttes, exigeons la grève générale et un plan de lutte.

Un homme d'affaire corrompu est au pouvoir. Et que fait la CGT ? Elle lui accorde une trêve.

La bureaucratie CGT cède à un gouvernement capitaliste pour maintenir ses privilèges mais aussi parce qu'elle a besoin du soutien de L'État pour continuer à exister. La crise de représentativité qui traverse les rangs des travailleurs et du peuple est si grande que, sans s'accrocher aux basques du gouvernement, les jours de la bureaucratie seraient comptés. Il faut les empêcher de passer la camisole de force aux travailleurs.

Le gouvernement, l'Église, les entrepreneurs et la bureaucratie cégétiste se sont rencontrés lors d'une «table ronde». Malgré une fin d'année survoltée, ils ont réussi, pour l'instant, à freiner l'élan vers la grève générale. Les médias présentent Macri comme un « homme d'État » qui a permis un pacte social qui fonctionne. En réalité, le gouvernement est empêtré dans les problèmes.

Bien que soutenu par les puissants, le gouvernement est faible. Sans lien organique avec le mouvement des masses, tout se complique pour lui.

Macri a pensé que l'augmentation des tarifs publics allait passer tranquillement, elle a été complètement rejetée par la population. L'économie recule, les dépenses publiques augmentent, il y a de plus en plus de nécessiteux. Il rêve d'un changement solide mais garde des liens avec des personnalités de l'ancienne dictature.

En cas d'urgence cassez la vitre !

Par la voix du Pape, l'Église est ouvertement passée de la chaire à l'arène politique. Derrière une phraséologie «préoccupée par les pauvres et le social» les participants à la table ronde se groupent tous au côté du gouvernement pour étouffer la résistance des travailleurs, pour leur faire encaisser l'austérité. Ils veulent éviter la grève générale nationale et un plan d'urgence de lutte, ouvertement contre le gouvernement et l'exploitation capitaliste. Ils ne



Mauricio Macri et Hugo Moyano

veulent pas d'un autre 19 et 20 décembre 2001 (des dizaines de milliers d'Argentins sont descendus dans les rues et ont chassé le président Fernando De la Rúa).

La désillusion et la révolte grandissent

En mauvaise posture avec les travailleurs et le peuple, Macri a voulu stopper la contestation cet été avec l'annonce d'un bonus sur les minima sociaux. Mais, il a permis une augmentation de 47 % des rémunérations des députés et sénateurs qui encaissent maintenant jusqu'à \$160.000 (9329€) par mois tandis que les familles populaires rament pour boucler les fins de mois. Cette annonce a déclenché la colère de la population.

La genèse de la trahison

Depuis le 29 avril, les dirigeants de la CGT menacent d'appeler à la grève. Déclarant que si Macri mettait son veto sur la loi contre les licenciements, ils appelleraient à cesser le travail. Macri a mis son veto mais la bureaucratie n'a pas bougé. Hugo Moyano, secrétaire général de la CGT, par ailleurs dirigeant d'entreprise, a voulu se donner bonne conscience en annonçant l'ouverture de soupes populaires. Une honte ! Moyano a insisté «pour faire une grève générale de grande ampleur, il faut unifier la CGT». Dès qu'il l'a unifiée, il a indiqué

qu'avant de se prononcer il devait réunir le conseil confédéral, lequel a décidé d'appeler à la grève mais sans fixer de date. Ridicule ! Même les journalistes ont été surpris.

Selon la recommandation du Pape, en acceptant de mettre en place une table ronde permanente avec le gouvernement, la direction de la CGT a enterré la grève générale et annoncé avoir obtenu un bonus facultatif sur les minima de 1000 à 2000 pesos (116€). Misérable ! En réalité, la colère du peuple est telle qu'une grève générale les balaierait tous. C'est la raison pour laquelle ils déploient tant d'énergie à l'empêcher.

Encourager un plan d'urgence et le mouvement vers la grève générale

Ce que nous livre la bureaucratie n'est pas nouveau. En ce moment, pour sa survie, elle préfère résister aux masses jusqu'à être haïe plutôt que d'appeler à la mobilisation. Dans cette situation, de nouveaux délégués de lutte surgissent dans les sections et les comités syndicaux, c'est ce que nous voulons aider à faire partout.

Bien que l'hypothèse d'une grève générale nationale s'éloigne pour l'instant, nous devons appuyer et favoriser partout la poussée des revendications et des grèves. Ainsi, nous soutenons, mais avec réserve, la manifestation convoquée le 4 novembre par la CTA qui représente un pas en avant, néanmoins insuffisant, sans grève et sans poser la question de la suite.

Dans chaque lieu de travail, public ou privé, continuons à exiger la grève générale et un nécessaire plan d'urgence de lutte.

Article du 2-11-2016
Journal Alternativa Socialista
par César Latorre,
délégué général de l'hôpital
italien de Buenos Aires
Traduit et adapté par Rémi Duteil

État espagnol

Crise de la Monarchie : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) qui vient d'exploser et dont le secrétaire général Pedro Sánchez a démissionné. Une commission administrative dirigera le PSOE jusqu'à la tenue d'un congrès extraordinaire de reconstruction. Pour la première fois de son histoire, la monarchie héritée du franquisme est gouvernée sans majorité absolue.

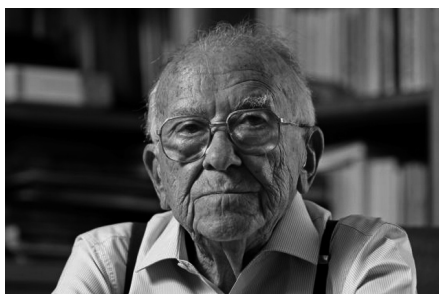
Le PSOE vole en éclat

La tenue du congrès extraordinaire est reportée sine die. Les membres de cette commission de gestion provisoire élaboreront un nouveau projet politique. À cette fin, elle ouvrira un débat dans le parti pour le reconstruire. Selon le journal *El País*, le calendrier sera fixé avant la fin de l'année, ce qui impliquera de retarder de plusieurs mois l'élection du secrétaire général du PSOE. Pour sa part, le secteur critique auquel appartient M. Sánchez – le *Parti socialiste catalan* (PSC) et le *Parti socialiste d'Euskadi* (PSE), notamment –, comprend les seize députés qui ont maintenu le vote négatif à l'investiture de M. Rajoy, défendu par



Mariano Rajoy

la direction du parti jusqu'au scrutin dernier et n'a pas suivi la consigne abstentionniste de la commission administrative. Ce secteur demande la tenue d'un congrès extraordinaire sans les plus brefs délais. *El País* souligne que « le PSOE est à un tel degré de désaffection qu'il a besoin d'élaborer un nouveau projet ». De sources bien informées, d'après le même journal, le congrès n'aura pas lieu avant l'été 2017. Autant dire que la reconstruction du parti n'est pas pour demain, si toutefois elle a bien lieu. En effet, la crise qui lamine le PSOE et lui a fait perdre plus de six millions d'électeurs depuis 2008, a également touché ses adhérents : 24 300 en moins entre les mois d'octobre 2014-2016, période pendant laquelle M. Sánchez l'a dirigé.



Santiago Carrillo

Rien ne va plus pour la monarchie

En choisissant de soutenir le *Parti populaire* (PP) comme la meilleure formule de sauvegarde de l'État espagnol, le PSOE a ouvert la boîte de pandore. Tous les problèmes non résolus depuis les Pactes de la Moncloa¹ avec les franquistes en 1978, ressurgissent sur le devant de la scène.

Aucune des forces politiques en présence n'est à même de recomposer les institutions de la Monarchie, que les dirigeants du PSOE de Felipe González avaient porté sur les fonts baptismaux, avec l'aide décisive du *Parti communiste d'Espagne* (PCE) de Santiago Carrillo.

Unidos Podemos : auxiliaire du PSOE

Le régime hérité du franquisme, cerné par la corruption qu'il nourrissait en son sein, a fini par faire éclater les partis mêmes auxquels il devait son existence. Le PCE, lui, a pratiquement disparu, dilué dans l'amalgame d'organisations qu'est *Izquierda Unida* (IU), aujourd'hui en coalition avec *Podemos*, *Unidos Podemos* (UP), qui ne peut aspirer maintenant qu'à jouer un rôle d'auxiliaire du PSOE dans « l'opposition ». UP est en proie également aux disputes internes et externes. Cette coalition qui intègre une quarantaine d'organisations autonomes, a perdu en quelques mois plus d'un million de voix et pourra difficilement attirer les électeurs déçus du PSOE avec une direction se réclamant tantôt du « communisme » – lisez :

« stalinisme » – tantôt de la social-démocratie de Juan Negrín (le président socialiste de la seconde République espagnole qui rentra au service de Staline et couvrit les procès de Moscou à Barcelone contre les révolutionnaires en 1937, ouvrant la voie à la contre-révolution).

La question nationale revient de nouveau à l'ordre du jour, objet de la dispute des factions dans le PSOE. Ce sont des ex-dirigeants du parti M. González, José Luis Rodríguez Zapatero et Alfredo Pérez Rubalcaba qui ont lancé le slogan « *L'Espagne avant tout* » au prix même de provoquer l'éclatement du PSOE.

Coups de sabre aux forces productives

Comme si tout cela ne suffisait pas la *Commission européenne* avertit l'État espagnol qu'il doit présenter des comptes publics en accord avec son engagement de limitation du déficit. Le gouvernement du PP² avait modifié la constitution espagnole pour satisfaire les appétits de l'Union européenne avec le soutien du PSOE. Le gouvernement devra donc faire des coupes claires dans les deux prochains budgets, d'un montant d'onze milliards d'euros : « *c'est un ajustement qui aura un grave impact sur la population* » remarque *El País*.

Un avant-goût des contre-réformes à venir et un coup de sabre supplémentaire des mercenaires du capital contre les forces productives.

Beaucoup sont arrivés à la conclusion pendant ces dix mois de gouvernement par intérim et de vaine répétition des élections, que le meilleur gouvernement est celui qui n'existe pas. L'affrontement social ne pourrait être différé.

Ce gouvernement, plus fragile que jamais, est marqué du sceau de l'échec et le véritable vainqueur des dernières élections n'est autre que l'abstention majoritaire : plus du tiers des électeurs ont fait la grève du vote et, on peut le penser, la majorité des ouvriers et de la population pauvre. Oui, la lutte de classes est bien à l'ordre du jour elle

État espagnol

aussi. Tôt ou tard, la classe ouvrière trouvera les moyens et les forces nécessaires pour s'engouffrer dans la brèche ouverte par la crise politique et sociale.

**Domingo Blaya,
5-11-2016**

1. Selon Wikipedia : « Le pacte de la Moncloa est un accord signé le 25 octobre 1977 au palais de la Moncloa au cours de la Transition démocratique espagnole entre le gouvernement et les principaux partis politiques ayant une représentation parlementaire, les associations professionnelles, les syndicats UGT et CCOO (mais pas la CNT), ayant pour objectif d'assurer une transition sereine vers un système démocratique et adopter une politique économique afin de lutter contre une inflation élevée de 47 %. » Ce pacte incluait l'amnistie des bourreaux et tortionnaires franquistes. Selon l'universitaire Jean Ortiz, dans les colonnes de l'Humanité : « Le PCE était le grand parti de l'anti-franquisme, le principal référent antifasciste. Lors de la Semaine sainte de 1977, le 9 avril, la direction du PCE, par la négociation, « imposa » pour les uns, « troqua » pour les autres, la légalisation du parti contre le renoncement à la République et à son drapeau... Le référendum constitutionnel du 6 décembre 1978 (87,8% de « oui ») paracheva un consensus contre-nature. » [<http://www.humanite.fr/transition-espagnole-assez-de-bourrage-de-crane-570378>]

« Lorsque la conférence de la Moncloa s'est ouverte le 8 octobre, la bourgeoisie avait assisté, impuissante, en moins de cinq semaines, à quatre manifestations regroupant au Pays Basque plus de 800 000 travailleurs et jeunes ; à Barcelone, le 11 septembre, à une manifestation gigantesque de plus d'un million de Personnes ; à Madrid enfin, le 6 octobre, à une manifestation de 800 000 travailleurs et jeunes, manifestation la plus importante connue à ce jour dans l'histoire de la lutte des classes dans la capitale » (les masses face au Pacte de la Moncloa – la Vérité- n°581- avril 1978). Le pacte de la Moncloa scellant une forme d'union nationale entre franquistes, staliniens et sociaux-démocrates se heurta, malgré la caution syndicale, à d'énormes manifestations.

2. PP : Parti populaire, franquiste.

LEXIQUE

Chronologie récente :

20 décembre 2015 : Les élections générales du 20 décembre 2015 remettent en cause trente années de bipartisme : le Parti populaire (PP), au pouvoir depuis sa victoire aux élections générales du 20 novembre 2011, perd ces élections et ne recueille alors que 28,7 % des voix (au lieu de 44% en 2011). Le PSOE n'obtenant que 22 % des suffrages, talonné par Podemos (20,6 %), sur fond d'abstentions ouvrières et populaires massives (30%). Tandis qu'apparaît une droite « centriste dissidente ».

26 juin 2016 : placé dans l'incapacité de former un gouvernement depuis décembre 2015, l'État espagnol a dû convoquer de nouvelles élections. Le PP plafonne toujours à 28,7%, le PSOE ne progresse pas. Bien qu'allié avec « Izquierda Unida » (gauche unie, issue du PC espagnol), Podemos est en recul (21%). – Nouvelle montée abstentionniste : 34%.

25 septembre 2016 : aux élections en Galice, le PSOE est mis en déroute, avec seulement 17% des voix (- 3%) et au Pays Basque, il s'effondre à 11% (- 7%).

23 octobre 2016 : « le comité fédéral décide par 139 voix pour, 96 voix contre et deux abstentions que le groupe parlementaire s'abstiendra lors du prochain vote d'investiture, permettant à Mariano Rajoy d'être reconduit pour un second mandat. L'éviction de Pedro Sánchez par les hiérarques du PSOE et le soutien parlementaire apporté par les élus du parti au gouvernement de Mariano Rajoy provoque le départ de 20 000 militants (sur 190 000 revendiqués) en quelques jours ».

(https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_socialiste_ouvrier_espagnol)

Question nationale : Le royaume d'Espagne est un État de nationalités dominé par la Castille (la langue espagnole est en réalité le castillan). Le pays Basque (Euzkadi) et la Catalogne font partie des nationalités opprimées par la Monarchie constitutionnelle castillane héritée de Franco – la forme de domination (dictature ouverte) a certes changé après la mort de Franco (1975) mais les institutions du franquisme demeurent.



Palestine

L'enfer des prisons israéliennes

De nombreux palestiniens ont été jetés dans les geôles israéliennes, y subissant humiliations et tortures. L'État sioniste renforce année après année une répression innommable, quotidienne et permanente contre des femmes, des enfants et les hommes et contre tout un peuple. Des dirigeants révolutionnaires croupissent ad vitam æternam dans les prisons d'Israël. Cet État assassin est fort du soutien sans faille que lui apporte le gouvernement français.

Ces détenus sont emprisonnés sous des prétextes divers, dans l'arbitraire le plus total, au mépris des droits humains les plus élémentaires parce qu'ils sont palestiniens et représentent, par leur seule existence et par leur simple témoignage des terribles conditions qu'ils endurent, un danger pour l'État israélien, un État qui occupe la Palestine depuis près de soixante-dix ans, pour le compte de l'impérialisme mondial.

Enfermer ceux que l'on n'a pas tués

En juillet 2016, on comptait 7 000 prisonniers palestiniens dont 62 femmes et 6 ou 7 membres du *Conseil Exécutif Palestinien*. Parmi ceux-là, 350 enfants de moins de 18 ans enfermés, parfois torturés, dans les prisons militaires. Les peines d'emprisonnement sont à la discrétion du régime sioniste : actuellement 458 détenus purgent des peines à vie et 459 des peines de plus de vingt ans. Les conditions de détention sont particulièrement dures : manque d'hygiène et de soins ; en ce moment, 1 700 prisonniers sont malades. Parmi eux, 25 seraient dans un état critique et ne recevraient aucun traitement adapté à leur souffrance. Parmi ces 7 000 prisonniers, 750 sont en détention administrative qui est une détention sans jugement d'une durée de six mois, renouvelables de manière indéfinie.

On dénombre quatre centres d'interrogatoire, trois centres de détention et dix-huit prisons. La « justice » a un rendement effrayant : 99,7 % des palestiniens inculpés sont condamnés ; ils peuvent être détenus pendant 90 jours sans voir d'avocat (renouvelable une fois soit 180 jours de quasi isolement). Un rêve pour certains de nos politiciens français !

C'est au total 80 000 palestiniens qui ont été enfermés dans les geôles sionistes depuis 1967. Certains y sont morts et d'autres tentent encore de survivre à cette barbarie pénitentiaire.

Marwan Barghouti, emprisonné depuis quinze ans

Marwan Barghouti est arrêté en avril 2001. L'État sioniste lui reproche d'être le fomentateur de plusieurs attentats. Le gouvernement israélien essaie de l'assassiner en 2001 avant son arrestation. Il le juge comme un élément dangereux au sein du *Fatha*, car il est écouté et n'est prêt à aucune concession avec le régime sioniste. Pendant son procès, il dénie toutes les accusations et déclare : « *Je ne suis pas un terroriste mais pas non plus un pacifiste. Je suis simplement un gars normal de la rue palestinienne, défendant la cause que tout autre opprimé défend : le droit de m'aider en l'absence de tout aide venant d'ailleurs.* » Il sera condamné à vie.

Ahmat Saadat : 30 années de prison et d'isolement

Ahmad Saadat, secrétaire du *F.P.L.P* (*Front Populaire de Libération de la Palestine*), organisation se réclamant du marxisme, est incarcéré en 2002 dans une prison de l'*Autorité palestinienne* sous surveillance états-unienne et britannique, ce qui n'empêche les forces d'occupation sionistes de l'y enlever le quatorze mars 2006. Lui aussi est considéré par les sionistes comme un élément dangereux pour la politique de liquidation du peuple palestinien, que visent les gouvernements successifs israéliens. Il est condamné le 25 décembre 2008 à 30 années de prison. Il est transféré de prison en prison, le plus souvent à l'isolement. Il est actuellement emprisonné à Ramon dans le désert du Naqab, où il est interdit de visite familiale : technique supplémentaire pour tenter de briser les prisonniers. À cette étape, il est possible, nécessaire et urgent, de combattre, dans l'unité la plus large de l'ensemble du mouvement



Marwan Barghouti

ouvrier et démocratique, de toutes les personnalités éprises de liberté et de justice, en France, pour la libération inconditionnelle de tous les prisonniers palestiniens, adultes et enfants.

Comme nous l'écrivions, en août 2014¹ au moment des bombardements contre Gaza, appuyés par Hollande-Valls :

- droit au retour sans conditions pour tous les Palestiniens sur leur terre ;
- libération des 7000 prisonniers ;
- démantèlement de toutes les colonies israéliennes ;
- Non aux bantoustans Gaza-Jericho-Cisjordanie ;
- Retrait de toutes les troupes d'occupation, arrêt des bombardements ;
- Pour une Nation palestinienne, unie, fraternelle, dans ses deux composantes, juive et arabe, pour une République démocratique, juifs et arabes à égalité de droits et sur tout le territoire historique de la Palestine (avant la partition de 1947).

À bas le génocide ! À bas les assassins !

**Francis Charpentier,
8-11-2016**

1. <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/blog/international/Palestine/Une-paix-juste-et-durable-Oui-mais-laquelle-La-paix-de-s-cimetieres-i951.html>

Syrie

L'impérialisme et El Assad contre le peuple syrien

Massacre de civils, maisons, écoles et hôpitaux bombardés, le peuple syrien n'en finit pas d'agoniser, que ce soit sous les bombes russes, les missiles américains, sous les barils de chlore lancé par Bachar Al-Assad ou décapités et massacrés par des groupes islamistes. Ceux qui ne sont pas encore morts, fuient : entre 2011 et la fin de 2015, 4,6 millions de personnes ont fui leur pays pour ne pas y crever. Ils sont alors parqués en Turquie au Liban et en Jordanie et aujourd'hui bloqués aux frontières. Premier aperçu du calvaire du peuple syrien.

Les 500 000 réfugiés qui ont tenté l'Europe, pour ceux qui ne sont pas morts en méditerranée, sont, pour la plupart, refoulés ou parqués comme des chiens galeux.

À voir la une des journaux ou des JT, il semble pourtant bien difficile à nos médias, tenus par les grands industriels, de faire preuve d'autant de compassion pour un syrien assassiné dans son pays et un réfugié syrien qui crève sous nos yeux dans le quartier de Stalingrad.

Origine de la guerre et des massacres : la contre-révolution

Dans cette guerre contre le peuple syrien, il n'y a pas un camp avec les gentils et un camp avec les méchants, contrairement à ce que prétend Mélenchon, en bon avocat (comme toujours) de Poutine¹, ou le NPA² qui, en préférant oublier les victimes des bombardements de la coalition américaine, affiche son soutien à peine dissimulé à la politique guerrière de Hollande.

Ce conflit, rappelons-le, a débuté en 2011 par une révolution : celle du peuple syrien, porté par les aspirations du « Printemps arabe » pour réclamer « liberté, justice et dignité », selon les premiers mots d'ordre de la révolution syrienne. Le régime tyrannique de Bachar Al-Assad, accroché au pouvoir depuis des années (la famille El Assad est au pouvoir depuis 45 ans), commence alors une répression sanglante contre son peuple. L'Armée Syrienne Libre composée de civils et de militaires opposés au régime d'Assad, se constitue alors dans un premier temps pour défendre les manifestants. À ce stade, il n'y a pas de groupes islamistes constitués ; juste un régime corrompu contre son peuple qui aspire à la démocratie. En l'occurrence, l'ASL n'est évidemment pas soutenue par les forces impérialistes en présence : la coalition américaine, d'un côté et la Russie de l'autre, font de la Syrie leur terrain de jeux, et manœuvrent en sous-main pour renforcer Daesh, qu'ils ont chacun à leur



Bachar el-Assad

façon contribuer à créer et à faire prospérer.

Le comble du cynisme est que chaque protagoniste déclare combattre Daesh ...

Daesh utilisé par les uns et les autres

La Russie, alliée de la Syrie à qui elle vend des armes depuis les années 1950, a comme seul objectif de maintenir au pouvoir le régime syrien. Ses cibles sont l'armée de libération, les zones civiles (Homs, Idlèbe et Alep) les hôpitaux, elle apporte son soutien aérien à l'armée d'Assad et au *Hezbollah*, ainsi qu'aux milices chiites iraniennes. Daesh est utilisé par Assad pour affaiblir son adversaire, qui doit alors combattre sur plusieurs fronts. C'est lui qui a libéré les combattants islamistes les plus radicaux des prisons syriennes.

La « coalition internationale », menée par les États-Unis, est composée de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe - qui financent les mouvements islamistes en pensant pouvoir les utiliser contre l'Iran -, et de la Turquie - plaque tournante du « djihadisme », dont les services secrets livrent des armes aux « islamistes » et dont l'unique objectif est de détruire les Kurdes, les seuls à réellement lutter contre les « Islamistes » -, la France soutient en sous-main *Al-Nosra*, la branche d'*Al-Qaïda* en Syrie qui lutte contre le gouvernement de Damas, etc.

Les impérialismes occidentaux et russes sont responsables !

Les zones de conflit s'étendent désormais à tous le Moyen-orient : Mossoul et bientôt la Libye où les islamistes commencent à se replier. Erdogan est prêt à tout pour stopper l'avancée des Kurdes et en profite pour mener la guerre dans son propre pays.

Chaos généralisé, crimes de guerre et massacres, déplacement par millions des populations...Voici la situation dont sont responsables les impérialismes occidentaux et russes avec leurs alliés régionaux. Des accords Sykes-Picot de 1920 imposés par la France et la Grande Bretagne, à la guerre syrienne en passant par le conflit israélo-palestinien, l'Afghanistan, l'Irak, etc.

Notre position :

- Halte aux bombardements impérialistes au Moyen-Orient !
- Arrêt des frappes ordonnées par Hollande !
- Retrait des troupes françaises du Proche et moyen orient !
- A bas El Assad et son régime !

Julie Charmoillaux,
8-11-2016

1. Voir : Philippe Torretton <https://fdg-info13.com/2016/10/22/bombardement/>

2. Voir : ALEP / Syrie : communiqué d'EELV, d'Ensemble!, du NPA et du PCF <https://blogs.mediapart.fr/ivan-vil-la/blog/041016/alep-syrie-communique-deelv-densemble-du-npa-et-du-pcf>



Travail précaire

Être femme travailleuse dans l'Éducation nationale

L'État français et plus particulièrement l'Éducation nationale, continuent à être parmi les principaux pourvoyeurs de travail précaire. Il recourt à des contrats publics (contractuels, vacataires, AED (Assistant d'Éducation), AESH (Aide aux Enfants en Situation de Handicap) et à des contrats de droit privés EVS (Emploi Vie Scolaire CUI/CAE¹). Il profite du travail des femmes de plus de quarante ans, des femmes seules et à charge d'enfants, qui sont au chômage de longue durée, ainsi qu'à des personnes de tous profils confondus, sur-diplômées, diplômées et sans diplômes.

Nous assistons aujourd'hui à une multiplication des contrats à statuts différents. L'objectif de l'État est d'éviter de nous rassembler afin de lutter pour nos droits, il pratique le vieux proverbe italien, diviser pour régner.

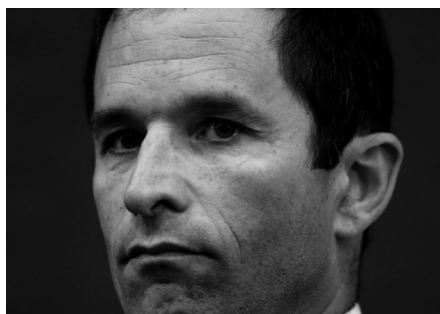
Contrats à statuts différents et polyvalence

Ainsi, il existe un élargissement progressif des missions polyvalentes : aide administrative, appui éducatif, documentalistes et gestionnaires du BCD (Bibliothèque Centre Documentaire), aide à l'utilisation des nouvelles technologies, accueil des parents et des enfants, suivi des élèves absents, surveillance dans la cour de récréation et dans les classes, extension à l'accueil des élèves en situation de handicap, accompagnement de sorties scolaires, aide aux enseignants dans les activités pédagogiques. En bref, les missions recouvrent tout ce qui a trait à la vie scolaire en sens le plus large du terme.

Ces missions, pourtant indispensables au bon fonctionnement des écoles, sont beaucoup trop mal définies et biaisées, ont tendance à se généraliser (surtout dans le cas des EVS), de telle sorte que les EVS deviennent taillables et corvéables à merci. Comme aux siècles derniers...

Des CDI de précarité

L'été 2012, le ministre de l'Éducation et de la Recherche Benoît Hamon avait fait



Benoît Hamon

miroiter aux AESH et AED (décret du 27 juin 2014), la « CDIisation » de leurs contrats.

Ils nous ont fait croire que cette mesure constituait une « avancée » dans la professionnalisation. Ceci concernait la moitié des 70 000 travailleurs précaires dans l'Éducation nationale. Cependant, très vite nous avons compris que cette « CDIisation » n'aboutirait en aucune façon à la suppression du travail précaire. Il s'agissait plutôt de légaliser la misère et la surexploitation de travailleurs : la « CDIisation » est en réalité la continuité du statut de travailleur précaire, sur un contrat de droit privé. Ainsi même, la plupart des travailleurs EVS font entre 20h et 26 h hebdomadaires payées pour 20 heures, avec un salaire net de 682 euros nets, même pas le SMIC. Les AESH qui font 20h, perçoivent un salaire de 603 euros par mois. En cas d'absence, il n'y a pas de remplacement.

Salaires de misère et statut de travailleur pauvre

Avec ces salaires de misère, nous constatons que, dès l'instant où la précarité s'installe, elle le fait de manière durable sinon définitive. Ainsi les AESH et EVS ont des salaires en-dessous de seuil de pauvreté, aucune indemnité de fin de contrat pour les CUI/CAE. Les EVS ne s'inscrivent même pas dans le cadre d'une convention collective. Les contrats des EVS sont signés entre ces derniers et les proviseurs des établissements ; c'est à dire que ni les directeurs des écoles, ni l'IEP (inspecteurs de l'Éducation nationale), ni l'IA (Inspection Académique) ni même le recteur ne sont l'employeur. Ces contrats se font selon des règles non écrites où domine l'arbitraire. Le temps de formation obligatoire non rémunéré et non récupéré, non préalable à la prise de poste, ni reconnu ni valorisé. Ces formations ne sont pas



adaptées aux postes, elles sont mises en place par l'administration dans le seul but de se protéger légalement.

Temps partiel imposé sans garantie de l'emploi

Les nouveaux AESH et AED en CDI sont à temps partiels imposés pour tous. Malgré ces salaires de misère, toutes les personnes qui ont des contrats précaires, ont peur de s'organiser et lutter pour revendiquer leurs droits contre les abus qu'exerce l'État, plus spécifiquement l'Éducation nationale. En effet, il existe la crainte quotidienne de perdre leur emploi.

Parce que le travail que font les d'AESH, AED, EVS, contractuels et vacataires, est un vrai travail, nous revendiquons notre titularisation en tant que fonctionnaires statutaires de l'État, sur des postes clairement définis.

Ada Degert,
07-11-2016

1. Contrat unique d'insertion (CUI)

Selon le site de l'administration française « Le contrat unique d'insertion (CUI) associe formation et/ou accompagnement professionnel pour son bénéficiaire et aide financière pour l'employeur. Il vise à faciliter l'embauche des personnes ayant des difficultés à trouver un emploi. Le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) s'adresse au secteur non marchand. Le contrat initiative emploi (CUI-CIE) concerne le secteur marchand. »
<https://www.service-public.fr/particuliers/vos-droits/F21006>

Formation - théorie : Le marxisme face au stalinisme (II)

Le combat de Lénine contre la bureaucratie montante

Nous avons évoqué, dans le dernier exposé, quelques manifestations saillantes du stalinisme dans le monde et en France. Bien évidemment, le stalinisme n'est pas apparu une bonne fois pour toute, comme un produit fini et élaboré. Il a commencé à s'affirmer lorsque, en 1923, la situation mondiale s'est « calmée » et lorsqu'a pris fin en URSS une guerre civile qui aura provoqué dix millions de morts, dans un pays auparavant saigné par la guerre mondiale. Premier éclairage.

Un an avant sa mort, Lénine écrit un de ses derniers articles dans le quotidien *La Pravda*. Nous sommes en mars 1923. Il y dresse le constat suivant :

« Les puissances capitalistes de l'Europe occidentale, partie sciemment, partie spontanément, ont fait tout leur possible pour nous rejeter en arrière, pour profiter de la guerre civile en Russie en vue de ruiner au maximum notre pays. [...] En fin de compte elles ont accompli leur tâche à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant tel qu'il eût justifié les prévisions des socialistes, qui leur eût permis de développer à une cadence extrêmement rapide les forces productives ; de développer toutes les possibilités dont l'ensemble eût formé le socialisme ».

« Saurons-nous tenir ? »

Il pose ensuite une question angoissante :

« Nous sommes donc à l'heure actuelle placés devant cette question : saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ? »¹

Quelques mois plus tard, la dernière salve de la révolution allemande échoue. Cette fois, l'isolement de la jeune URSS est patent. À l'intérieur du pays, les forces vives ont été décimées et les foyers de démocraties ouvrières qu'étaient les fameux conseils ouvriers se sont considérablement rabougris pour devenir le siège d'une administration héritant de toutes les tares de la bureaucratie tsariste. Une nouvelle couche sociale prend corps et tend à se cristalliser : la bureaucratie. Sa position sociale est plus élevée que la population ouvrière et paysanne dans son ensemble. Ce phénomène de différenciation sociale des responsables politiques et administratifs, la hiérarchie



Lénine

au sein de cette bureaucratie et la structure pyramidale qu'elle adopte, n'est pas encore une fatalité, à cette étape. Le dernier combat de Lénine sera le combat contre cette bureaucratisation de toute la vie politique et sociale.

La déformation bureaucratique

Dès 1921, Lénine cible « la déformation bureaucratique » du jeune État ouvrier et appelle à la combattre :

« Lorsque des gens comme Koutouzov consacrent une partie d'un discours sérieux à signaler les excès bureaucratiques de notre appareil, nous répondons : c'est juste, notre État est un État présentant une déformation bureaucratique. Nous appelons les ouvriers sans-parti à la combattre, eux aussi. »

Le stalinisme émerge contre « le trotskysme » et le droit des peuples

En 1923, alors qu'il ne peut plus participer à l'activité du fait de la maladie, Lénine fait bloc avec Trotsky contre le bloc de direction qui se construit « contre le trotskysme ». Les deux termes qui seront opposés l'un à l'autre « léninisme » et « trotskysme » ont été forgés par Sta-

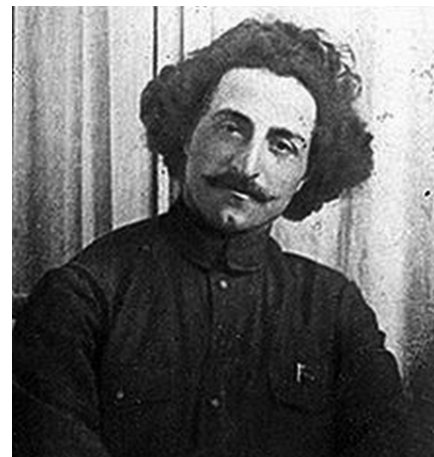
line, Zinoviev, Kamenev et Boukharine. À ce moment-là, l'opposition de gauche se forme au sein du Parti face à ceux qui créent à la tête de celui-ci un régime bureaucratique. Staline apparaît encore à l'arrière-plan, comme un illustre inconnu. Il a pourtant déjà un cercle de fidèles, dont Ordjonikidze qui met au pas le parti communiste géorgien, avec Staline. Ce qui provoquera la rupture de Lénine avec Staline. Lénine stigmatisant Staline comme « un argousin chauvin grand-russe », méprisant le droit des nationalités issus de l'empire tsariste à disposer d'elles-mêmes dans une union de républiques « à égalité ».

À suivre

Daniel Petri,
22-10-2016

Note : Le but de la série d'exposé n'est pas de retracer l'histoire de la jeune URSS et encore moins le bilan de Staline avant 1924. Les exposés succincts que nous publions dans *La Commune* ne remplacent ni l'étude révolutionnaire collective, ni l'édification personnelle de chacun. Ils doivent être simplement considérés comme une première présentation et première approche.

1. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1923/03/vii19230304.htm>



Grigory Ordjonikidze

La Commune

N° 111 (nouvelle série)

N° 168 (ancienne série)

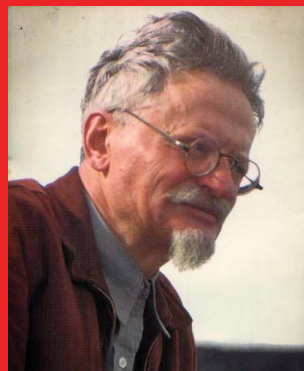
Fondateur : Pedro Carrasquedo †
(directeur de publication 1992 - 2015)

Rédacteur en chef : Daniel Petri

Comité de rédaction : Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Antonin Fuchs, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Ada Degert, Garledji Makélélé, Gabriel Rodriguez, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

Directeur de publication :

Jean-Baptiste Carrier



Léon Trotsky

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

*
* *

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.

« *Le socialisme scientifique est l'expression consciente du processus historique inconscient, c'est-à-dire de l'aspiration spontanée et instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des bases communistes. Ces tendances organiques dans la psychologie des travailleurs se révèlent avec une extrême rapidité à notre époque de guerres et de révolutions.* »

Léon Trotsky,
Défense du marxisme, 1940